

« Nous voulons être dans le top 5 mondial des producteurs d'énergies renouvelables »

Patrick Pouyanné, le PDG du groupe Total, explique pourquoi et comment le groupe doit se convertir. Il fait aussi le point sur l'avenir de ses 3 700 stations-service en France.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ERWAN BENEZET

TOTAL A PRÉSENTÉ, hier, son projet de reconversion « verte » de la raffinerie de Grandpuits, en Seine-et-Marne, pour un budget de 500 millions d'euros (M€) sur quatre ans. Pour son PDG, Patrick Pouyanné, le groupe doit progressivement sortir du pétrole, au profit du renouvelable.

PATRICK POUYANNÉ
Maintenir le raffinage à Grandpuits, cela n'avait vraiment plus d'intérêt ?

Il aurait fallu investir 595 M€, juste pour remettre en état le pipeline qui l'alimente. Par ailleurs, le raffinage européen est en surcapacité depuis plusieurs années. Et les besoins en pétrole vont encore diminuer dans les prochaines années. On s'est donc dit qu'il y avait peut-être mieux à faire avec cet argent. En créant par exemple une activité renouvelable. En nous servant de l'expérience de la reconversion de La Mède (NDLR : reconvertie en bioraffinerie et centrale solaire). La raffinerie perdait 100 M€ par an. Aujourd'hui, elle en gagne 50 millions.

Vous assurez qu'aucun licenciement n'est à craindre ?
Ni licenciement, ni mobilité forcée. Souvenez-vous quand on a arrêté le vapocraqueur de Carling en Moselle, en 2013, on a fait la même chose. Idem avec La Mède en 2015. Il n'y a pas de raison pour que ce soit différent ici. On va même se débrouiller pour ramener de nouvelles entreprises sur le site. Pendant le confinement, nous n'avons pas fait appel au chômage partiel. Le groupe se trouvait en situation de pouvoir faire face à la crise. Le dispositif devait profiter à d'autres entreprises, plus en difficulté. Alors ce n'est pas maintenant qu'on va se mettre à licencier.

D'autres reconversions de raffineries sont-elles envisagées ?

Pas à ce stade. Après, je vous mentirais si je vous disais qu'il



« Nous avons engagé une réflexion sur les stations-service pour en faire des lieux de vie en montant des partenariats avec la Poste par exemple », explique Patrick Pouyanné.

En
BREF

CONFORAMA

Le rachat de Conforama par son concurrent But est officiel. Les salariés en ont été avertis par courrier. Ces enseignes resteront des sociétés autonomes avec des identités de marque et des politiques commerciales distinctes. Fort de 460 magasins et 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, le nouvel ensemble devance en taille Ikea et représente plus d'un quart du marché du meuble en France.

VALEO

La direction propose de ne procéder à aucun plan social en France pendant deux ans en échange d'une réduction de 10 % des coûts salariaux. Le texte de l'accord, qui portera sur différents axes (épargne salariale, compétitivité et performance collective), doit encore être finalisé. Il sera soumis à signature jusqu'au 29 septembre, ont affirmé la CFE-CGC et la CGT de Valeo.

DURALEX

Le tribunal de commerce d'Orléans a indiqué que l'entreprise a été placée, hier, en redressement judiciaire, confirmant une information de « La République du Centre ». Basé dans le Loiret, le célèbre fabricant de verres et de vaisselle, qui emploie 240 salariés, a entamé des discussions avec des repreneurs potentiels.

n'y aura pas de suite à ce qu'on fait à Grandpuits. De toute façon, on a aussi besoin d'assurer de l'approvisionnement en produits pétroliers pendant encore pas mal d'années. Il va donc nous rester trois raffineries de brut. Normandie et ses 1 500 salariés. C'est la principale plate-forme du système, dans laquelle on a investi 1 milliard d'euros au début des années 2010. Donges également, dans laquelle on investit 450 M€ pour faire de l'essence aux spécifications européennes, alors que sa production était essentiellement destinée au continent africain. Et Feyzin, dans la région lyonnaise, incontournable car elle se situe au cœur d'un bassin d'activités tournées vers la chimie.

Grandpuits s'inscrit dans un projet bien plus vaste ?

Un projet qui nous occupera pour les trente prochaines années. Mais que nous commençons à mettre en œuvre dès maintenant. Au niveau mondial, le pétrole va décliner. C'est simple, si on veut contenir le réchauffement climatique à 2 °C, il faut en diviser au moins par deux la consommation. Total va donc continuer à chercher du pétrole pas cher, mais on n'investira plus dans des projets trop coûteux. L'argent sera réservé en partie

pour le gaz et le renouvelable. Aujourd'hui, notre activité c'est 55 % de pétrole, 40 % de gaz et moins de 5 % d'électricité renouvelable. En 2050, ce sera 20 % de pétrole, 40 % de gaz, certes une énergie fossile mais qui émet deux fois moins de CO₂ que le charbon, et 40 % de renouvelable. Nous voulons être dans le top 5 mondial des producteurs d'énergies renouvelables.

Quels sont vos prochains projets ?

Nous nous positionnons sur un projet d'éolien flottant en France, du côté de la Méditerranée. Nous allons également annoncer [aujourd'hui] le développement pour 3 gigawatts (GW) supplémentaires de projets solaires en Espagne. Rien qu'en 2020, nous avons annoncé pour 12 GW de projets d'électricité renouvelable. Soit l'équivalent d'une dizaine

de gros réacteurs nucléaires. Des capacités que nous comptons doubler d'ici les cinq prochaines années.

Face à vous, vous avez un concurrent redoutable, la Chine...

Elle fait sa révolution, c'est clair. Même si nous n'avons pas dit notre dernier mot. En témoigne, et c'est un exemple parmi d'autres, le consortium mis en place avec PSA pour construire des batteries. Grâce à l'Europe, il faut le dire, et à l'axe franco-allemand. Mais demain, il faudra également privilégier les sociétés européennes pour les marchés publics si nous voulons affronter la Chine.

Qu'advient-il de vos 3 700 stations-service ?

Je me suis engagé, fin 2018, à n'en fermer aucune en France. C'est un outil d'aménagement

Pour la CGT, « le compte n'y est pas »

La CGT a froidement accueilli hier le plan de reconversion de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne). Total assure que ce redéploiement n'entraînera aucun licenciement, mais des départs à la retraite anticipés et des mobilités internes. « Il y aura aussi un plan d'accompagnement des entreprises sous-traitantes », a précisé le groupe. « Le compte n'y est pas », a réagi Thierry Defresne, délégué syndical CGT-Total Raffinage Pétrchimie. « Si on compte l'ensemble des postes Total, dont les contractuels absents de l'organigramme, nous sommes à 209 suppressions d'emplois », sans compter « 500 emplois sous-traitants ». **S.C.**



Nous nous positionnons sur un projet d'éolien flottant du côté de la Méditerranée